

En Iran et aux États-Unis, le prolétariat mondial reprend son chemin

1. La classe exploitée vit ces temps-ci l'une des périodes les plus cruciales depuis la défaite de son dernier assaut au ciel des années 1960-1980. Depuis cette dernière, troisième grande vague révolutionnaire ¹ mondiale, son activité n'a pas cessé. Toutefois, à peu d'exceptions près, celle-ci n'a pas dépassé la dimension de la sacro-sainte lutte pour la défense de ses propres conditions de vie et de travail. Les combats engagés n'ont pas duré dans le temps, ne dépassant pas longtemps, au mieux, le strict cadre défensif et ne générant pas d'organisation autonome de la classe. Pendant ces longues décennies de repli, nombreux ont été les combattants de la classe qui ont déserté le front de classe en se réfugiant dans des affrontements sans issue avec les forces de répression des États ou, pire, dans un attentisme messianique aux effets dérisoires. La plupart des expressions prolétariennes rebelles se sont jusqu'ici largement inspirées des mouvements démocratiques interclassistes dont plusieurs en 2025. Des mouvements d'ampleur certes, souvent radicaux dans leurs manifestations éruptives, se répandant dans un grand nombre de pays de la périphérie du capital mondial et, parfois, dans ses citadelles, comme aux États-Unis lors du mouvement *Black Lives Matter* de l'été 2020. Un seul moment a vu le prolétariat prendre la tête de l'action directe contre l'État, au Kazakhstan, en janvier 2022. Mais là aussi, la répression a eu le dessus. Le message révolutionnaire envoyé par les prolétaires de cette république totalitaire d'Asie centrale n'a pas été reçu par leurs frères de classe des autres pays.
2. Une exception, et de taille, mérite d'être soulignée, celle de l'Iran. Dans ce grand pays, le prolétariat n'a eu de cesse de se révolter contre la théocratie militaire qui a conquis le pouvoir en détruisant la révolution prolétarienne contre les Pahlavi

et leur régime. Depuis 2009, des défilés non autorisés contre les fraudes électorales, aux émeutes contre l'envolée du prix du pain de 2017 à 2019, à la formidable insurrection de 2022 pour la liberté des femmes, jusqu'à l'insurrection prolétarienne de ce début 2026, les prolétaires d'Iran ont engagé un mouvement révolutionnaire d'ampleur et durable dont la nature de classe s'est affirmée de plus en plus clairement. Le processus révolutionnaire en acte est désormais à un tournant décisif. Si la classe se rend capable de le négocier victorieusement, ceci va modifier en profondeur l'échiquier moyen-oriental et asiatique. Surtout, l'appel au combat politique de classe qui émane de la révolution prolétarienne en acte en Iran ne manquera pas d'être ouï partout.

3. La caractéristique saillante de ce mouvement est sa capacité de combat en dépit de la répression sanglante qu'il subit. Une démonstration, s'il en fallait, qu'il ne s'agit pas d'une flambée épidémique. La soudure de la lutte défensive contre la vie chère avec la guerre de classe contre l'État théocratique est faite. Les territoires productifs et les quartiers populaires sont les bastions de la révolution. Au plus haut de la dernière bataille, la grève générale n'avait pas été formellement appelée, elle s'était tout simplement réalisée *de facto*. L'absence de leaders, tant déplorée par les puissances capitalistes qui veulent soumettre l'Iran, est un mensonge flagrant. Exactement comme l'absence d'organisation. Les prolétaires d'Iran peuvent compter sur des dizaines de milliers d'avant-gardes de la classe. Et une telle endurance ne pourrait pas exister si les révoltés ne pouvaient pas compter sur des réseaux étendus, sur des organisations clandestines de quartier, de village, d'usine et d'ailleurs. La révolution en Iran se charge aussi de poser concrètement la question des nationalités opprimées. Les paysans pauvres du Kurdistan iranien n'ont pas hésité avec

¹ Les deux premières étaient 1848-1849 et 1917-1921.

leurs organisations armées indépendantistes à répondre présent en acceptant sans sourciller de payer un prix du sang très élevé. Le bilan meurtrier de l'État est à la mesure de la haine de classe si amplement affichée.

4. Aux États-Unis, en ce début d'année à Minneapolis, dans le Minnesota, le mouvement contre la militarisation du travail de secteurs entiers de la classe ouvrière et des quartiers populaires concrétisée par la ségrégation et la déportation de travailleurs migrants a fait un grand bond en avant. La capacité que les prolétaires de cette ville américaine ont démontrée en vue de contrer la guerre civile préventive déclarée par l'administration fédérale a marqué un premier point. Les chiens enragés de l'ICE ont dû se faire discrets après les résistances massives de toutes sortes qu'ils ont provoquées. Le terrain politique et militaire de ces résistances a été imposé par l'ennemi de classe et le mouvement n'a pas reculé, fort de sa capillarité, de ses actions directes, de sa mobilité et de son intelligence du terrain. Les envahisseurs de l'ICE en ont payé le prix politique et Washington a été contraint de reprendre à Minneapolis les méthodes plus discrètes (quoique pas moins agressives à l'égard des travailleurs migrants) des deux précédents exécutifs démocrates. L'auto-organisation diffuse de la résistance est sortie gagnante de ce premier affrontement de taille. Ici aussi, comme en Iran, il s'agit d'un mouvement organisé de masse qui conjugue l'élément de la défense à celui de l'offensive politique qui s'exprime dans sa capacité à contrecarrer la répression dans les lieux de production et de reproduction des quartiers populaires. À Minneapolis, la résistance politique à la guerre civile préventive déclarée par l'administration fédérale actuelle a atteint son point le plus haut. Mais les exemples allant dans le même sens se multiplient un peu partout sur le sol étasunien, depuis la première rébellion de Paramount et Compton, dans le Comté de Los Angeles, des 6 et 7 juin 2025.
5. Il va sans dire que la révolution prolétarienne en Iran et la résistance des travailleurs aux États-Unis ne sont pas au même stade de développement. L'une est très avancée, l'autre ne fait que s'implanter depuis un an. La première vise déjà explicitement la destruction de l'État

existant, l'autre s'attaque aux conséquences politiques anti-ouvrières de la stratégie de l'administration fédérale de guerre civile préventive. Toutefois, ces deux moments du cycle politique prolétarien mettent à l'ordre du jour, sans en fournir d'ores et déjà une indication indiscutable dans tel ou tel sens, la possibilité concrète que le prolétariat mondial reprenne le chemin de l'autonomie et de la guerre de classe. Après avoir atteint son point le plus bas depuis la dernière période révolutionnaire des années 1960-1980, il est ainsi possible que la classe exploitée se redresse et reprenne la place qui est historiquement la sienne dans le parcours combattant pour et vers le communisme.

6. Il convient de souligner enfin que les conditions objectives sont aujourd'hui plus favorables que jamais depuis la dernière vague révolutionnaire. L'ordre mondial est violemment secoué depuis la crise financière de 2007-2008, la plus importante de l'histoire du capitalisme après celle de 1929-1931. La pandémie du début de cette décennie a encore davantage ébranlé l'ordre dominant en aggravant singulièrement la crise fiscale des États. La contrainte financière qui pèse sur ceux-ci les a conduits un peu partout à rétrécir les mécanismes de protection sociale et à militariser des pans entiers des sociétés civiles. La guerre civile préventive est devenue le pendant nécessaire de l'évolution des démocraties parlementaires libérales vers la démocratie plébiscitaire dite « illibérale », antichambre des régimes fascistes. La crise fiscale a suscité, sur quatre des cinq continents de la planète, des rébellions répétées et des émeutes tantôt de la faim, tantôt contre les États accapareurs et « corrompus », tantôt contre la restriction des libertés individuelles et collectives. La liste de ces éruptions est longue et elle dure depuis des décennies de telle sorte qu'on peut légitimement parler d'un long cycle de mouvements démocratiques interclassistes. Alors que la valorisation du capital n'est pas encore remise en cause, la crise fiscale et politique des États et des classes dominantes, couplée à l'émergence d'une nouvelle puissance globale avec la Chine, a débouché sur le subvertissement des équilibres marchands, monétaires et, in fine, politico-militaires mondiaux.

La course à la guerre en est la conséquence inévitable. Elle se matérialise par la multiplication des conflits armés d'ampleur et par des guerres monétaires et commerciales explicites et assumées. La constitution des deux blocs appelés tôt ou tard à s'affronter directement, autour des États-Unis pour l'un, autour de la Chine pour l'autre, endommage sévèrement le processus d'accumulation du capital qui doit s'adapter rapidement à ce contexte inédit depuis l'écroulement de l'empire soviétique. La formation des prix de production est soumise à de multiples distorsions en raison des nouvelles entraves posées au mouvement concurrentiel du capital dans sa globalité. Pendant ce temps les États consolident et amplifient leur prédominance sur les capitaux individuels des pays qu'ils représentent. Le capitalisme d'État triomphe partout avec son corollaire de visées impérialistes.

La période est donc marquée par le cours vers la guerre mondiale. Mais en Iran et aux États-Unis, le prolétariat montre que le prochain carnage n'est pas inéluctable, à la condition que la consigne de guerre de classe que les sans réserves de ces deux pays donnent à leurs frères de classe de toutes les régions soit appliquée. La révolution prolétarienne amorcée en Iran et la résistance ouvrière aux États-Unis n'ont pas la force, à elles seules, de transformer la guerre impérialiste qui s'annonce en guerre civile de classe mais c'est bien cette perspective qui peut s'ouvrir aujourd'hui. Les révolutionnaires doivent œuvrer dans ce sens et s'y préparer activement. Les prolétaires en Iran et aux États-Unis ont défini dans le feu de leurs combats leur stratégie politique. Aux révolutionnaires de renforcer les plans tactiques de l'offensive par leur participation sans réserve aux mouvements en cours.

Le mouvement insurrectionnel en Iran

Le mouvement insurrectionnel de décembre 2025 et janvier 2026, en Iran, est le plus récent épisode d'un long cycle de luttes de classes, pour la liberté et contre l'État théocratique. Ce cycle s'est ouvert par un mouvement étudiant, en 1999, contre la fermeture d'un journal bourgeois « réformateur ». Ce premier moment s'inscrivait encore dans les limites politiques imposée par le régime, mais il sera néanmoins écrasé par une répression brutale. Les années suivantes, les

points hauts du cycle seront : en 2009, contre l'élection d'Achmadinejad ; à l'hiver 2018-2019, contre la vie chère ; et enfin de septembre 2022 à février 2023, contre le port obligatoire du voile et la brutalité des patrouilles chargé de le faire respecter.

En dehors de ces points hauts, les luttes en Iran sont nombreuses et multiformes. En particulier, la lutte ouvrière, régulièrement noyée dans le sang, revient elle aussi avec régularité. On pense aux grèves de masse des travailleurs de la logistique du secteur pétrolier, en 2021, à Assaluyeh. Certes, le secteur pétrolier occupe très peu d'ouvriers dans le pays, mais leur travail rapporte 60 % des revenus de l'État. Autres exemples : les luttes pour l'accès à l'eau, ou encore les manifestations après que les Gardiens de la révolution aient abattu un avion de ligne civil, en janvier 2020.

S'il faut catégoriser ces mouvements, on voit deux natures différentes, parfois mêlées, parfois contradictoires. D'un côté, les mouvements immédiatement politiques, interclassistes, pour les libertés, qui, au départ tout du moins, expriment une volonté de réforme en négociation avec l'État. Jusqu'au mouvement de 2009, ces négociations se mènent par l'intermédiaire des politiciens dit réformateurs issus du régime, même si certains paieront le prix de cette opposition par la mise à l'écart. Après 2009, les réformateurs, progressivement discrédités, perdent leur capacité de canaliser la contestation politique. Le mouvement contre le port du voile opère une bascule vers la pratique immédiate des libertés. Néanmoins, de telles actions, toutes antagoniques qu'elles soient à l'ordre en place, ne constituent pas en elles-mêmes une attaque contre l'existence du régime. Elles restent un moment de négociation des libertés, certes ancré dans un rapport de force réel. De l'autre côté, on a des mouvements défensifs sur les conditions matérielles de vie, souvent plus explosifs dans leur expression, plus intenses et contre lesquels la répression escalade en violence plus rapidement.

Le mouvement le plus récent est parti, le 28 décembre 2025, des commerçants de matériels électroniques de Téhéran. Le déclencheur en était la chute du taux de change rial relativement au dollar américain. Chute d'autant plus dramatique que le billet vert était

lui en phase de dépréciation eu égard des plusieurs monnaies de pays capitalistes avancés. Cette volatilité du taux de change du rial rendait le commerce des biens d'importation tout bonnement impossible. Les *bazari* ont donc baissé le rideau pour manifester contre la politique économique de l'État. Le Bazar a une forte histoire politique, son rôle a été primordial dans la contre-révolution de 1979. Depuis, sa puissance politique s'est considérablement réduite compte tenu de la transformation de la structure productive iranienne. Aujourd'hui, on est en présence d'un secteur privé indépendant constitué de nombreuses très petites entreprises qui côtoient un capital étatique hypertrophié qui, par le biais des *pasdaran* et des fondations charitables, contrôle les entreprises relativement plus intenses en capital et donc plus productives.

À partir de cette étincelle, les manifestations ont, en moins d'une semaine, touché tout le pays. Les étudiants ont joué un rôle d'accélérateur décisif. Le mouvement étudiant a investi non seulement un nombre grandissant d'universités réparties sur tout le territoire national mais, surtout, a concrètement opéré la soudure entre les revendications matérielles et la lutte politique contre l'État théocratique.

Dans les petites villes et les villages, la jonction se fait aussi avec les paysans pauvres, confrontés à une misère grandissante, accélérée par la sécheresse et une crise intense de raréfaction de l'eau à l'été 2025. Situation particulièrement grave au Kurdistan iranien, en pointe des combats aussi bien durant le mouvement de 2022-2023 qu'actuellement. Pour les Kurdes, se pose également la question de l'indépendance nationale. Et ils ne sont pas les seuls en Iran. À la périphérie du centre persan, qui ne représente qu'entre 50 à 60 % de la population, plusieurs minorités sont présentes et opprimées par le régime. Les Azéris, les Baloutches, les Arabes, les Turkmènes et les Lurs sont les plus nombreux, auxquels s'ajoutent d'autres peuplades nomades et sédentaires.

Dès le 31 décembre, des affrontements entre manifestants et forces de répression ont lieu à plusieurs endroits du pays. Ces dernières commencent à faire usage, épisodiquement, d'armes à feu. Le 6 janvier, devant la montée en force des manifestations, manquant de main d'œuvre pour assurer la répression, l'État

abandonne des villages et des petites villes, comme Abdanan et Malekshahi, aux manifestants. Ces villes se trouvent dans la province d'Illam, où la présence de Kurdes et de Lurs est importante. Cette province est alors à la pointe des combats. À Kermanshah, des actes d'insubordination, au sein de la police, sont rapportés.

Les jours suivants, à l'occasion de manifestations nocturnes contre les symboles du pouvoir – mosquées, séminaires, bases du *Bassidj* et stations de police – les manifestants s'affrontent aux forces de répression qui enregistrent plusieurs pertes. Ces dernières font alors un usage croissant des tirs à balles réelles, en particulier dans la province d'Illam. Téhéran seule connaît 38 manifestations, du 7 au 8 janvier, dont au moins une contre laquelle les forces de répression tirent à balles réelles.

Le prolétariat se prend en pleine figure une inflation démesurée qui agit comme un démultiplicateur de lutte de classe. Les couches moyennes paupérisées se joignent au combat. La rébellion est alors généralisée, massive et elle se déploie dans les rues, la nuit tombée. L'essentiel des combats se produit dans les périphéries des grandes villes, les lieux de vie du prolétariat. Du point de vue de la composition de classe, cette révolte est purement prolétarienne. L'absence de grève déclarée dans les grandes unités de production, même si regrettable, doit être nuancée par le fait que le tissu économique du pays est surtout composé de petites entreprises, de paysans pauvres et de chômeurs actifs dans l'économie parallèle, estimée à environ 25 % du PIB du pays. La participation à des manifestations de masse met de facto une partie non-négligeable de l'économie à l'arrêt.

La nuit du 9 au 10 janvier, après la coupure d'Internet, des lignes téléphoniques et même du réseau de paiements bancaires, les forces de répression commettent ce qui est très probablement le massacre le plus important de l'Iran moderne. Le régime montre ainsi d'avoir la pleine conscience du potentiel révolutionnaire du mouvement.

Tirant à vue, abattant les blessés, empêchant leur prise en charge dans les hôpitaux, les forces de répression tuent plusieurs dizaines de milliers de personnes, qu'il s'agisse de manifestants et de simples passants. Des dizaines de milliers de personnes sont

arrêtées et emprisonnées. Le procureur général d'Iran accuse publiquement les prisonniers du crime de *moharebeh* – littéralement « de mener guerre contre Dieu » – passible de la peine de mort.

Si, dans un premier temps, la répression suffit à contenir le mouvement, à l'approche de l'anniversaire des 40 jours de la répression, à partir du 16 février, des actes de défiance reprennent et se transforment progressivement en manifestations. En Iran, traditionnellement, une cérémonie funèbre doit se tenir 40 jours après la mort. L'État tente de coopter les proches des victimes en déclarant vouloir tenir des cérémonies officielles pour l'ensemble des prétendus martyrs, aussi bien les manifestants que les membres des forces de répression. L'État interdit les cérémonies privées et demande à l'ensemble de la population de se joindre aux cérémonies officielles. Peine perdue, les cérémonies organisées par plusieurs familles de victimes deviennent l'occasion de défiance, voire d'affrontement.

Malgré la répression, les chants de slogan, la nuit, depuis les toits et les fenêtres des immeubles n'ont jamais vraiment cessé. À partir du 21 février, le mouvement reprend dans les universités, faisant fi des attaques du *Bassidji*.

La guerre impérialiste

Le matin du 28 février, les États-Unis et Israël débute une campagne de frappes coordonnées contre le régime iranien. Il s'agit de frappes dites « de décapitation », menées non seulement contre les hauts-dirigeants, mais également contre leurs proches et des cadres moins connus du régime. Parmi les cibles on compte également les infrastructures et les moyens militaires de l'Iran, avec une attention particulière portée à tout ce qui touche à son programme nucléaire clandestin et à la chaîne de production des drones et missiles.

À l'heure actuelle, il est difficile de faire un pronostic sur l'issue de la campagne militaire. Néanmoins, il est certain qu'elle a gelé le mouvement révolutionnaire. Les universités, points d'enracinement de la lutte, sont vides. Certaines ont été bombardées. Les *bassidji* tirent à l'arme automatique vers les façades des immeubles depuis lesquels on entend des chants

de joie. Les grandes villes sont placées sous loi martiale. Une partie de la population, donc une partie des insurgés aussi, a quitté les centres-villes pour se réfugier dans les campagnes.

Les assaillants impérialistes ont pour le moment l'avantage, du moins sur le plan strictement militaire. Ils dominent le ciel iranien, ils détruisent méthodiquement les capacités militaires et sécuritaires de l'Iran, ils éliminent les dirigeants, ils pourraient liquider l'industrie pétrolière si cela leur sied. La riposte iranienne ne cause pas de dégâts majeurs et accroît l'hostilité des pays du Golfe contre l'Iran.

L'objectif étasunien est de modeler le régime actuel iranien, en sélectionnant, par les armes, des dirigeants disposés à quitter le bloc chinois, en répliquant l'issue de l'opération militaire au Venezuela. Si cela s'avérait impossible, il est probable que les États-Unis optent pour une déstabilisation durable de l'Iran, encourageant la fragmentation régionale et les tendances à la guerre civile.

Côté israélien, il s'agit de mettre un terme aux différents axes de menace iraniens dont avant tout le programme nucléaire militaire, la capacité de production de missiles et de drones capables d'atteindre Israël et, enfin, le soutien au Hezbollah et au Hamas. Il s'agit également pour l'État israélien de conforter, par les armes, son statut de puissance régionale dominante.

La stratégie iranienne, quant à elle, est de mettre à mal, tant que la guerre dure, la valorisation globale du capital. En attaquant la production et le transport du pétrole, en particulier, chez ses voisins du Golfe, l'Iran cherche à provoquer un choc pétrolier qui pourrait, dans un deuxième temps, précipiter une crise, encore larvée, de la sphère financière, notamment aux États-Unis. Une crise financière grave qui pousserait Washington à se replier prématurément.

À aucun moment, le destin des sans-réserves en Iran n'entre en compte dans ces calculs. À l'intérieur du jeu sanglant entre les États, ils n'ont d'autre perspective que de changer de maître, au profit de la prochaine clique – théocratique, militaire ou autoritaire – capable de la garder encore et encore sous son joug. Le camp israélo-étasunien mène sa guerre aussi bien contre le régime que contre les

prolétaires et les opprimés en n'hésitant pas à frapper des infrastructures civiles qui n'ont que peu de rapport avec les capacités militaires de l'Iran. La frappe contre une centrale de dessalement, alors même que le pays connaît une crise de l'eau, met en péril la survie des populations pour lesquelles l'accès à l'eau est le plus difficile.

Face aux perspectives amères de l'après-guerre, seule la reprise de l'offensive de classe offre la possibilité de la libération du régime actuel ou de ses ersatz éventuellement domestiqués par les agresseurs israélo-américains. Libération qui passe impérativement par la guerre de classe contre le capitalisme, fondement social de l'État iranien comme de tous les États modernes. Les prolétaires et plus largement les opprimés d'Iran ont démontré à plusieurs reprises leur formidable capacité de se relever malgré les durs coups qu'ils ont subis. Il faut qu'ils prennent directement et de façon autonome leur destin en main.

Un processus révolutionnaire prolétarien

Ce qui est se joue actuellement en Iran est un processus révolutionnaire prolétarien. L'enjeu est celui de sa persistance dans le temps et de sa singularisation prolétarienne. Historiquement, c'est la première fois que la lutte défensive pour les conditions de vie et la lutte politique contre le régime fasciste-islamique ont fusionné dans le mouvement. C'est la marque claire d'une lutte de classe politique du prolétariat. Sa poursuite déclarerait la fin du cycle contre-révolutionnaire commencé en Iran-même en 1979.

Seule une force militaire d'opposition ancrée sur le territoire et dans la population pourra renverser le régime. Le scénario d'une guerre civile pourrait être favorable au prolétariat organisé. Toutefois il est nécessaire de ne pas sous-estimer les forces disponibles du camp ennemi.

1. Le complexe militaro-religieux.

60 % de l'économie utile est aux mains des *Pasdaran* (150 à 200 000 membres). Leur pouvoir tient à leur force militaire et à leur compénétration avec le clergé. Les clercs (environ 400 000 religieux) contrôlent des

fondations dites charitables, au fonctionnement de trusts. Le *Bassidj*, la milice, représenterait environ un million de personnes, essentiellement des jeunes pauvres des quartiers. L'armée enfin, y compris les conscrits, compte pour un million de personnes, dont 300-400 000 officiers et sous-officiers. Enfin, l'administration de l'État est surdimensionnée (2 à 4 millions de fonctionnaires) et entièrement sélectionnée sur la base de l'adhésion déclarée au régime. Au final, environ 20 % à 30 % de la population à intérêt au maintien du régime. Tout cela constitue un bloc social réactionnaire militant et militaire qui ne montre pas encore de signe de fracture. Les divergences internes se sont tues depuis la révolte prolétarienne.

2. L'intervention militaire extérieure.

Si le régime est renversé depuis l'extérieur, la victoire ne sera pas celle du mouvement mais celle de la puissance extérieure. Dans un tel cas, en sortirait renforcée l'idée que les prolétaires peuvent compter sur autrui et pas que sur eux-mêmes, d'autant que les prétendus libérateurs ne sont pas non plus les amis des prolétaires d'Iran et d'ailleurs. Si le processus révolutionnaire reprenait et atteignait une phase supérieure, ces mêmes « libérateurs » introniseraient un mollah ou un *Pasdaran* qui leur siéra après avoir aidé à réprimer le mouvement de toutes les façons possibles !

3. Les États de la région.

Si la Turquie et l'Arabie saoudite sont en compétition régionale avec l'Iran, ce sont aussi des États capitalistes dotés de régimes théocratiques où la religion joue un rôle idéologique central. Le mouvement qui a brûlé plusieurs dizaines de mosquées n'est pas leur ami. Quant aux monarchies du golfe, elles privilégient un Iran faible mais stable. On se souvient encore que les mouvements du Printemps arabe ont suivi de près, la révolte de 2009 en Iran.

Le mouvement en Iran nous apprend qu'un processus révolutionnaire ne sort pas de la tête de « penseurs » qui, depuis leurs chambrettes, affirment qu'il doit être d'emblée, pur, « pour le communisme » sinon il n'est rien. Tous les mouvements du passé ont démarré sur des causes variées et ce n'est que dans la pratique qu'ils ont avancé vers la destruction du rapport social de capital. Ils n'ont jamais

parcouru un chemin préétabli, ont tâtonné, évolué en fonction du changement de la perception collective de la situation, de la coagulation collective des énergies prolétariennes. Ce mouvement dans toutes ses dimensions, ses erreurs, ses tourments, son énergie vitale face à la théocratie mortifère, c'est le parti prolétarien en constitution.

ÉTATS-UNIS : À Minneapolis-Saint Paul, le prolétariat affirme son pouvoir contre les forces d'occupation de l'État fédéral

Dans l'hiver glacé du Minnesota, des dizaines de milliers de prolétaires se sont organisés par leurs propres moyens pour défendre leurs frères et sœurs de classe pourchassés par les hommes de main du président Trump. Sans s'encombrer de représentants, ce mouvement politique prolétarien de masse a opposé son enracinement – par blocs d'habitations, autour des écoles ou des églises –, sa détermination, son agilité et son intelligence à la brutalité débridée des mercenaires fascistes de l'ICE (*Immigration and Customs Enforcement*), et de la Border Patrol. Bien qu'elle n'ait pas pu empêcher les enlèvements de quelque 4 000 prolétaires immigrés ou de couleur, la résistance ouvrière à Minneapolis-Saint Paul a remporté une victoire retentissante contre l'occupation militaire des quartiers populaires et des lieux d'exploitation, mettant en échec la campagne nationale de terreur orchestrée par le gouvernement fédéral.

2. À l'instar de la plupart des pays capitalistes avancés, les États-Unis éprouvent des difficultés croissantes à refinancer leur dette, pour laquelle ils doivent consentir toujours davantage d'intérêts, au moment où le monde s'enfonce dans le désordre et la guerre – guerre technologique, commerciale, monétaire et, sur des théâtres de plus en plus nombreux, guerre tout court. La rivalité avec Pékin conduit Washington à multiplier les interventions politico-militaires et accélérer son réarmement. Ces dépenses improductives considérables se font au détriment de la démocratie sociale, et donc du salaire différé du prolétariat. Le « *One Big Beautiful Bill* », de juillet 2025, comporte ainsi une baisse de 12 % du financement du programme de santé Medicaid et une réduction de l'assistance alimentaire pour les Américains pauvres, tandis qu'elle alloue un supplément de 150 milliards de dollars au budget de l'armée, 170 milliards à la protection des frontières et la

déportation des migrants et 100 milliards en plus, sur quatre ans, aux activités de l'ICE.

3. La crise budgétaire des États et la préparation à la guerre ont pour corollaire la mutation de la démocratie libérale en démocratie plébiscitaire. Aux États-Unis, cette mutation se déploie sur deux axes : la centralisation du pouvoir entre les mains du président (aux dépens du Congrès, du pouvoir judiciaire, des États fédérés) et la guerre civile préventive contre le prolétariat. Pour le soumettre, le gouvernement Trump s'est doté d'un nouvel instrument : l'ICE agence fédérale de répression de l'immigration qu'il a transformée en armée politique de guerre civile. L'ICE recrute désormais sur la base d'une adhésion idéologique, moyennant une forte rémunération et une promesse d'immunité. Les membres de milices fascistes telles que les *Proud Boys* auraient rejoint ses rangs. Redéployée à l'intérieur du pays après que la frontière sud a été presque hermétiquement fermée, la Border Patrol, connue pour la violence de ses méthodes, opère à ses côtés.

4. Ces troupes de choc ont été chargées de terroriser les secteurs les plus vulnérables du prolétariat, parce qu'en situation irrégulière, et tous ceux qui se mettent en travers de leur route. Dans les États républicains, elles peuvent compter sur le plein soutien des autorités locales. Mais les principales opérations anti-immigration se sont déroulées dans des localités et territoires dirigés par le Parti démocrate ayant adopté des politiques de ville ou d'État « sanctuaire », autrement dit qui ne coopère pas ou peu avec les agences fédérales de répression de l'immigration – ce qu'un décret présidentiel du 28 avril dernier qualifie « d'insurrection illégale contre la suprématie de la loi fédérale ». À Los Angeles (juin-juillet) et Chicago (septembre-novembre) en particulier, les agressions de l'ICE ont provoqué une résistance organisée et des affrontements répétés ; avec plus ou moins de force, une franche haine de classe s'est exprimée partout sur son passage, aux quatre coins des États-Unis, y compris dans une ville moyenne comme Portland, dans le Maine. Chaque exemple nourrissant les autres.

5. Dans les villes jumelles et rebelles du Minnesota, d'où est partie la grande vague de contestation de l'été 2020, après le meurtre de George Floyd par des policiers municipaux, les sbires de la Maison Blanche ont rencontré une résistance plus vive encore, qui s'est d'ailleurs appuyée sur l'expérience des luttes passées. En juin et novembre 2025, avant que ne commence

l'opération *Metro Surge*, les premières descentes de la police de l'immigration à Minneapolis et Saint Paul avaient déjà suscité des attroupements et une réaction hostile. En décembre, des centaines d'agents fédéraux ont été envoyés dans l'agglomération pour accomplir « la plus grande opération anti-immigration jamais menée », selon la propagande du gouvernement, et les confrontations se sont multipliées. Des réseaux de surveillance, d'intervention et de solidarité ont tissé une toile dense dans les quartiers populaires afin de documenter, ralentir ou empêcher les arrestations, et de venir en aide aux familles d'immigrés assiégées. Début janvier, 2 000 renforts sont dépêchés sur place pour mater la résistance.

6. À chaque escalade de la violence d'État, la riposte du mouvement s'est montrée à la hauteur. Après le meurtre de Renee Good (7 janvier), les tirs sur Julio Sosa Celis (14 janvier) et l'exécution d'Alex Pretti (24 janvier), des foules furieuses ont chassé les agents fédéraux des lieux de leur crime, ainsi que les forces de répression locales qui tentaient de les protéger, libérant, au moins temporairement, la rue de l'occupation. Le 23 janvier, plus de 300 000 travailleurs du Minnesota ont pris part à une grève générale non déclarée (*wildcat strike*) ; ils étaient entre 50 et 100 000 à manifester dans les rues de Minneapolis malgré le grand froid. L'intensité croissante de l'affrontement n'a ni divisé ni isolé ce mouvement massif et capillaire qui, au contraire, a entraîné des secteurs de plus en plus larges de la société civile et gagné en popularité, aussi bien localement qu'à l'échelle nationale. Dans la lutte, les prolétaires engagés ont constitué une formidable intelligence collective, faite de résolution, de générosité et d'invention. Au lieu de la peur et de la soumission escomptées, l'ICE s'est retrouvée face à une ville entière décidée à lui faire obstacle.

7. Dans les jours qui ont suivi la mort de Pretti, des grands patrons et des élus républicains ont appelé à la désescalade. L'ennemi de classe a mis ses différends de côté pour rétablir une paix sociale fragilisée, alors que se précisait la campagne militaire contre la théocratie iranienne. L'administration Trump s'est visiblement entendue avec le gouverneur du Minnesota, le démocrate Tim Walz, et le maire démocrate de Minneapolis, Jacob Frey, pour mettre en scène un abrupt changement de discours et de tactique, qui a coûté leur place au

commandant de la Border Patrol, Greg Bovino, et, quelques semaines plus tard, à la secrétaire à la Sécurité intérieure, Kristi Noem. En échange d'un accès aux prisons de comté et d'une coopération renforcée avec les forces de l'ordre locales, soit la fin de la politique « sanctuaire », l'ICE a retiré le plus gros de ses troupes des *Twin Cities* et adopté généralement une conduite plus discrète, opérant dans des zones de moindre résistance. Ce retour aux pratiques en vigueur sous la présidence d'Obama, avec des arrestations et des expulsions plus ciblées, s'est traduit par une légère baisse des déportations au niveau national. Il semble malheureusement avoir aussi réussi à démobiliser le mouvement, déjà touché par l'épuisement d'une partie de ses membres.

8. Conscients de ce reflux, les éléments révolutionnaires les plus avancés de la résistance à Minneapolis-Saint Paul ont organisé une « semaine d'action » à la fin du mois de février pour maintenir la pression sur les forces de répression et diffuser l'expérience politique accumulée, notamment l'organisation de réseaux d'intervention rapide, auprès de militants venus de zones rurales du Minnesota ou d'autres régions des États-Unis. L'ICE étant moins présente et moins visible dans les rues, le mouvement débat de nouveaux objectifs politiques, qu'il s'agisse de porter le combat contre le complexe carcéral ou sur les lieux de travail, pour interdire toute collaboration avec les agents fédéraux ciblant des travailleurs, ou encore de s'attaquer à la rente foncière alors que des milliers de familles d'immigrants, cachées et sans revenus depuis des semaines, sont menacées d'expulsions locatives. Cette résistance, localisée mais soutenue, contre les mesures de l'État fédéral américain nous donne à voir la vivacité du prolétariat en plein cœur d'un des bastions du MPC. Là où d'autres déplorent son absence, voire sa disparition, l'exemple de Minneapolis-Saint Paul montre que lorsque les prolétaires décident de relever la tête et de s'organiser, ils peuvent faire reculer l'ennemi de classe, et même, parfois, arracher des victoires.

Paris, le 23 mars 2026